L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT, DU CONSEIL-GENERAL ET DE LA TROISIEME MUNICIPALITE.——NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 11 MARS 1844.

PAR BULLITT, MAGNE & Cº.
No. 81, Rue de Chartres.

CONDITIONS DE L'ABEILLE:

Journal quotidien, une année d'avance $12
Journal de la campagne, trois fois par semaine, une année d'avance, 10

Les terme de l'abonnement est pour une année. A moins d'avis contraire, on aura le droit de continuer, sans nouvelle souscription, pour un nouveau terme, ceux qui ne donneront pas contre-ordre à la fin de l'abonné, à moins qu'il n'ait été donné avis par écrit, une semaine avant l'expiration de l'année.

ANNONCES.—Une pauce par carré de chaque longueur pour la premiere insertion, et cinquante cents pour chaque insertion subsequente. Tout changement considérable dans l'annonce originale, sera été payé comme une nouvelle annonce, et sera exigé en BON lignes ou moins.

ABONNEMENS pour l'année aux annonces.—Les artisans et personnes faisant magasin de vêtemens, les Banquiers, Compagnies d'assurances, et autres institutions publiques, pourront avoir leurs annonces changées aussi souvent qu'ils le désireront pour leurs affaires, moyennant $60 par carré pour l'année. Les abonnemens ne peuvent s'étendre au delà de l'année.

Le privilége des annonciateurs aux deux extrémités à un carré de chacun, est accordé par semaines.

LES ANNONCES de mariages, et de décès, ces articles étant d'un intérêt public, à deux insertions gratuites.

LES ANNONCES de faillites ne sont publiées à moins que le prix de l'insertion n'ait été payé d'avance, ou qu'il n'ait été répondu.

LES THEATRES et autres endroits ouverts pour l'amusement public, faisant insérer chaque jour de nouveaux engagemens, ou changemens des pièces jouées, $10.

LES ANNONCES de candidatures à des emplois publics et autres annonces d'une nature politique, paieront double de prix ordinaire.

LIGNE DE PAQUEBOTS A VAPEUR.

STEAM-SHIPS

Faisant le service de la malle entre l'Angleterre et l'Amérique du Nord.

Du port de 1200 *tonneaux, et de la force de* 450 *chevaux.*

En vertu d'un contrat fait avec les Lords de l'Amirauté,

HIBERNIA.....Capt. C. H. E. Judkins
CALEDONIA.....J. Hewitt.
BRITANNIA.....E. G. Lott.
ACADIA.....Alex. Eyrie.

Partiront de Liverpool et Boston via Halifax, comme suit:

De Liverpool. De Boston.
Britannia.....4 février.....1er. mars.
Caledonia.....18 février.....15 mars.
Acadia.....4 mars.....1er. avril.

Il y a beaucoup de chemins de fer entre Boston et Halifax.

Prix du passage, de Boston à Liverpool $120
Do Boston à Halifax. 20

Les lettres et les journaux envoyés par ces steam-ships devront passer par les bureaux de poste.

S'adresser à
JARVIS & ANDREWS.
7, Canal Row, Nouvelle-Orléans.

CABOTAGE.

POUR NEW-YORK—Ligne de l'Ouest—Le paquebot LETART, capitaine Whitehurst, est maintenant en chargement, partira sous peu. Pour le reste du fret ou passage, s'adresser à bord, ou à
Enseignes Magasins et Lafayette.

POUR NEW-YORK—Le paquebot MARGOZA, de première marche, capt. Ferguson, est maintenant en chargement, partira sous peu. Pour fret ou passage, s'adresser à bord, ou à
FOSDICK & BROTHER, 71 Camp

POUR NEW-YORK—Le bateau LORETTO, capitaine Henderson, partira sous peu. Pour fret ou passage, s'adresser à bord ou à
T. TOBY & ROGERT, 70 Camp

POUR PHILADELPHIE—Le bateau CLARENCE, capitaine Trussell, partira comme ci-dessus. Pour fret ou passage, s'adresser à bord, ou à
T. TOBY & ROGERT, 70 Camp

POUR PHILADELPHIE—Le brick regulier ALICE, capt. Colby, prend son chargement et suivra le barque ci-dessus. Pour fret ou passage, s'adresser à bord ou à
T. TOBY & ROGERT, 70, Camp

POUR BOSTON—La navire LOUISA, capitaine Hopkins, est maintenant en chargement. Pour balance du fret ou passage s'adresser à
GREEN & BROTH, 83 Gravier

POUR RIO JANEIRO—Le navire Paris, capitaine J. Hoffman, partira sous quelques jours. Pour fret ou passage, s'adresser à
GEO. GREEN & BRO, 83, Gravier

A FRETER—La goélette de 1ère. classe, ABIGAIL & ELISA, du port de 110 tonneaux. Un chargement pour les Iles Occidentales. S'adresser à
S TOBY & ROGERT.

ON demande à fréter un navire du port d'environ 230 à 300 tonneaux, pour un des ports du Golf. S'adresser à
CAPDEVIELLE & CUCULLU, 74, V. Levée

ON DEMANDE.
UN navire tirant peu d'eau, (huit pieds au moins) pour aller prendre un chargement de bois à Bâtarie, et se rendre dans un port du Nord; s'adresser à
A. GORDON, WYLIE & Co.
97 Bienville

Ports d'Europe.

POUR CADIZ, GIBRALTAR & MALAGA
Le brick anglais de rouler de première chasse le QUEEN VICTORIA, capitaine Master Brown, partira positivement pour le port ci-dessus du courant. Pour passage seulement, ayant des aménagemens supérieure, s'adresser au capitaine à bord, ou à
M THIBAUDIER.
Encoignure Royale et Place St Antoine, 30, au premier etage.

POUR BREME—La barque brémoise Bon voir LEONTINE, capitaine H. Rostorf, partira sous peu de jours pour le port ci-dessus. Pour fret et passage, ayant de très beaux aménagements, s'adresser à
SCHMIDT & Co.
83 Bienville

POUR BORDEAUX—Le navire français, fin voilier, de première classe LE VAILLANT, capitaine V. Giraud, partira dans les premiers jours d'avril. Pour fret ou passage, ayant des aménagemens supérieurs, s'adresser à
JORDY & BRAHER.
68, Royale

POUR LE HAVRE—Le paquebot régulier à trois mats COLUMBIANA, capitaine Barker, ayant la majeure partie de son chargement arrivée, partira sous peu. Pour fret ou passage, s'adresser à bord, ou à
L. T. GALE, 89, Commune

POUR LE HAVRE—La navire américain, A. I. AUSTERLITZ, capt. Ed. Brown, ayant partie de sa cargaison en engagée, partira sous peu pour ledit port. Pour fret ou pe sage, s'adresser à
Fg PERRAT, 56, Toulouse

POUR TRIESTE.
Le brick autrichien LIBERE AGNES, capitaine Cobb, prendra encore environ 120 tonneaux de fret. Pour frets desagés, s'adresser à
JOHN HALL.
No. 56 Douane.

POUR LIVERPOOL—La belle barque KILBY, capt. Mair, partira sous peu. Pour fret de 300 balles de coton ou passage, s'adresser à
L. H. GALE, 91, Commune.

POUR LIVERPOOL—La navire à voilier, CLYDE, capitaine Hewitt, ayant la majeure partie de son chargement arrivée, partira sous sous peu. Pour fret de 150 balles de coton ou passage, s'adresser à
L. H. GALE, 91, Commune

POUR LIVERPOOL—La navire à voilier, FRANCE, capitaine Marshall, partira sous peu. Pour fret de 300 balles de coton et de passage, s'adresser à
L. H. GALE,
91, Commune

A LOUER—Une très jolie Maison, rue Condé, au coin de celle du Quartier, se composant d'un grand salon, et de 6 chambres à coucher, avec boucher. Sur le devant, une galerie et un jardin fort agreable. Le tout en très bon ordre et à louer à un prix modéré. S'adresser à
A. GORDON, WYLIE & Co.

A LOUER—Le second étage de "United States Exchange," occupé encore des 18 Poydras et Tchoupitoulas. Le meilleur endroit vendre aussi à très bonne condition. Pour plus amples renseignemens s'adresser à
DAMIEN CAZAC. 37 fev—6m

A LOUER—Le magasin d'entrepôt, No. 127, rue de la Nouvelle Levée. S'adresser à
PETERS & MILLARD.

MAISON A LOUER.—Une vaste et commode maison rue Bourbon No. 19, avec secrue, cabinets, cuisine, etc. Elle est très propre pour une grande famille ou une maison de pension. A louer par les mois ou année. Pour plus amples renseignemens s'adresser à bord de la goélette Louisiane, ou à
PETERS & MILLARD, 36, Vieille Levée.

AVIS LEGAUX.

BUREAU DE L'EXECUTIF,
Le 8 février 1844.

AVIS est par le présent donné que Frédéric Durrive a été nommé notaire pour la paroisse de Iberville, en remplacement de Jean Baptiste Lemaire, démissionné par lui de ses fonctions jour de mars 1843, comme membre du bureau de recensement, conformément à la loi de l'Etat, passée à Natchitoches le 15 février 1843.

Cet avis est donné afin que toutes les personnes intéressées aient à déposer par écrit, au bureau du secrétaire d'Etat, à la Nouvelle Orléans, dans les quatre vingt-dix jours après la publication de cet avis, toutes les objections qu'elles auront à faire contre la nomination dudit notaire, faute de quoi ladite nomination sera annulée.

Donné sous mon seing manuel, le dit jour de février de l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quarante-quatre, et de la souveraineté des Etats-Unis d'Amérique la soixante huitième.

Signé ROBERT CARTER NICHOLAS,
Secrétaire d'Etat.

16 fev—30

LA Compagnie d'Assurance mutuelle de New York, le conformement aux dispositions de son acte d'incorporation, a l'honneur de donner avis que le montant total des primes reçues pour l'année expirant le 17 décembre 1843 était de $664,217

LA COMPAGNIE D'ASSURANCE MARITIME ET CONTRE L'INCENDIE.

Le montant des primes donnant lieu-des pour l'année était de	641,711
Le montant des pertes et frais était de	309,189
Bénéfices nets de la compagnie pour l'an 1843,	138,513
Bénéfices nets de la Compagnie pour l'année 1842,	90,031
Bénéfices nets de la Compagnie pour l'année 1841,	134,914
Bénéfices nets de la Compagnie pour l'année 1840	90,737
Bénéfices nets de la Compagnie pour l'année 1839,	47,267
	907,253

Et la Compagnie établit de plus qu'elle a fait les bénéfices nets comme suit, pendant les années ci-dessus:

York, 6 p. ct. water work,	$17,200	10,314	14,200
Fonds de l'Etat de N. York 5 pour cent,	18,000	10,100	8,967
Fonds de l'Etat de N. York, 6 pour cent,	13,000	10,672	19,700
Fonds de l'Etat de N. York, 6 pour cent,	18,000	16,720	13,000
Fond de l'Etat de N. York, 7 pour cent,	12,000	12,900	13,270
	80,000	73,754	69,840
Bonds et hypothèques sur propriétés foncières dans la ville de New-York, bonds et hypothèques sur propriétés foncières dans l'Etat de New-York,			286,800
Le tout à ces sommes montant en cause de la compagnie au 17 déc. 1843,			99,917
Billets recevables,			416,481
Et il est dû pour primes de polices maritimes et contre l'incendie, récemment émises pour lesquelles la compagnie a fait des risques encore collectées, et dans les mains de l'agent,			97,944
			901,201

Le président et les administrateurs ont déclaré ce jour, un dividende de vingt un pour cent sur les primes donnant bonnes dûment constatées pour le 18 décembre pour les quelles certificats d'arrérages seront émis pour le recevoir à ceux auxquels ils sont dûs le 1er. février prochain:

Et le président et les administrateurs ont aussi déclaré ce jour un dividende de six pour cent sur l'inscription de 1834, 1840, 1841 et 1842 payable comptant le 6 janvier prochain.

Par ordre du bureau,
JOS. E. COLLINS, Secrétaire.

Administrateurs:

Zebedee Cook, jr.	Samuel F. Dore,
Lloyd Aspinwall,	Nathaniel W. Merrill,
Robert B. Minturn,	William H. Aspinwall,
Fridrich Peyser,	Caleb Bartlett,
Charles B. Russell,	Charles Del Vecchall,
Andrew F. Pilbet,	Adam Norrie,
David Haddon, jr.	Harrison P. Livingston,
John D'Van Buren,	Nathaniel Wood,
Herman Gebrohe,	Joseph Blunt,
Alfred Pell,	De Peyster Ogden,
Henry W. Hicks,	F. Cotheart.

Francis P. Stuyvesant,
ZEBEDEE COOK Jnr. Président.
ALFRED PELL, Vice Président.

Donc, toutes les personnes qui ont des sommes à la Compagnie d'ASSURANCE MARITIME ET CONTRE L'INCENDIE, attendu que l'appartient de cette Compagnie est EN VILLE, est droit à un dividende de

VINGT ET UN POUR CENT.

Les certificates d'arrérages pour lesquels il est dû, seront reçus et seront prêts à être délivrés dans le commencement du mois au bureau de l'Agence, 27, rue du Camp, ou ce contiendra à recevoir des nouvelles assurances sur vie, que de la mer, de feu ou de feu aux taux réguliers de primes, et les personnes qui devront assurer auront droit à la PRORATA proportionne A TOUS LES BENEFICES DE LA COMPAGNIE pour l'année prochaine.

THOMAS A. ADAMS.
Agent.

9 fev—69

PLATINA-CEMENT.

M. ACHILLE LION, docteur dentiste de la nouvelle Paris, après de nombreuses recherches, vient de découvrir cette composition qui remplace avec la plus grande succès pour plomber les dents d'une manière parfaite. Cette composition, semblable, sur l'émail de la dent, forme bientôt une masse liquide et sans faire éprouver la moindre douleur, elle acquiert en fort peu de temps une aussi grande dureté que celle des dents naturelles dont elle prend et conserve la plus parfaite couleur, ces pouvoir préserveront, de ne plus altérer l'haleine. Particulier. Bureau, 68, rue Royale, entre Bienville et Bienville. 9 jan

OUTILS de charpentiers, consistant principalement en haches et équerres de Spooner, en vente chez Thomas Sutherin, fer pour coulis, tarrières, clous de cuivre, boulons, rivets, équerres en acier, gouges, marteaux, limes, ciseaux, burins, tenailles, vis, étaux, chevilles, en magasin et à vendre par
W. A. RYAN, cor. rue de Chartres.
11 fev

EAU de Seure Cyvrage—16 années en débarquement de New York. Il a vendre par
B. VALLS,
26, Commune

A BEURRE salage—400 caisses à vendre en débarquant. S'adresser à
AUG. ROLLINS, 30, Rue St. Louis

BŒUF DE SALAISON—100 caisses à vendre en débarquant. S'adresser à
AUG. ROLLINS, 30, Rue St. Louis

CHRONIQUE LOCALE.

☞ Un certain nombre de marchands de la rue de Chartres ont compris samedi devant le Recorder Génois qui leur a recommandé de ne pas encombrer de caisses et de balles la partie du trottoir qui fait face à leurs magasins. Ces marchands ont promis de se conformer à la recommandation.

Cour Criminelle—Samedi, la Cour a donné sa décision sur la motion d'arrêter le jugement rendu contre Moses Hamer et P. V. Landerberger pour contravention aux lois sur les jeux. La motion était basée sur une irrégularité de forme qui a été admise par la Cour et les prisonniers ont été mis en liberté en payant les frais du procès.

John Williams, mis en jugement pour assaut et batterie a été trouvé coupable par le jury.

John McMullen, accusé d'avoir fait des blessures avec une arme tranchante a été acquitté.

L'huissier de Ruben B. Lee, accusé de meurtre sera appelée ce matin.

Il paraît que le grand jury a trouvé lieu à suivre contre Michel Barry comme parjure et non comme incendiaire ainsi que nous l'avions dit.

CLAY CLUB.

Une assemblée des membres aura lieu mardi soir, à la salle ordinaire, No. 35, Exchange Place, à six heures et demie du soir. On recommande aux membres d'être ponctuels.

ALFRED ROUSSEAU,
C. C. WILLIAMS,
ALP. CANONGE,
} Secrétaires.

Les membres de la Législature ont, à l'heure qu'il est, pour se distinguer personnellement et pour relever le caractère de l'Etat, une occasion qui se présente rarement dans la carrière des hommes politiques. Le moment est arrivé de prendre un parti sur la grande affaire de l'extinction des bons émis au nom de l'Etat. Le trésorier et le comité de finances ont fait connaître qu'il existait des ressources suffisantes pour atteindre ce noble résultat, et c'est à la Législature maintenant à accomplir son devoir. Certes quand on songe que le système de banque en Louisiane a soumis en quelque sorte à ses vicissitudes le sol même du pays, quand on réfléchit que la responsabilité de la Législature se trouve engagée par l'échec qu'il a reçu, on doit reconnaître qu'il faut un courage plus qu'ordinaire pour aborder de face la question spéculative; mais plus le péril est grand, plus la tâche sera glorieuse; et l'importance des intérêts qui se trouvent en jeu doit remplir tous les esprits d'une noble ambition.

Nous sommes convaincus que tous les citoyens de notre Etat, comme ceux qui ont aventuré leur fortune dans des entreprises financières ou autres, sont disposés à tenir compte aux membres de la Législature de la fermeté de caractère et de l'honnêteté de vues qu'ils déploieront dans la conjoncture présente. "Tout l'argent emprunté au nom de l'Etat doit être remboursé jusqu'au dernier cent," tel est le premier principe admis par tout esprit honnête; il n'est pas moins bien entendu que les propriétés hypothéquées pour garantir les dettes que l'Etat a contractées au profit des engagés, doivent être intégralement appliquées à cette destination, et que l'Etat se trouve responsable de la différence qui pourra se trouver entre le produit et le gage. Cela est de droit et d'équité.

Si l'on prend ces trois propositions pour base de l'action législative, un verra de suite que la probité et la prudence sont d'accord pour recommander les mesures qui doivent faire produire la plus possible aux propriétés hypothéquées des banques en liquidation, en tant qu'elles seront compatibles avec la promptitude que réclame cette liquidation.

Il est temps aussi que les affaires de la Banque des Citoyens et de l'Association Consolidée soient dirigées de façon à ce que ces deux institutions puissent faire face au paiement de l'intérêt des bons émis en leur faveur. Le trésorier, ainsi que le comité de finances, ont affirmé qu'un arrangement de cette nature était possible, et si la régularisation de la dette propre de l'Etat peut y conduire, c'est une raison de plus pour hâter la liquidation de cette partie de ses obligations.

Une de nos banques territoriales n'a jamais été en défaut vis-à-vis des porteurs de bons, et il serait à souhaiter pour le crédit et l'honneur de la Louisiane que cette institution pût continuer à remplir ses engagemens avec sa ponctualité ordinaire. Ce serait donc, selon nous, une marche bien fausse et pleine de dangereuses conséquences, si la Législature venait à contribuer au renversement de cette institution, en lui refusant l'usage des valeurs actives pour lesquelles l'Etat est engagé. L'actif de la dette propre de l'Etat qui serait appliqué aux bons émis en faveur des banques territoriales, remplirait une fonction doublement utile.

En des questions de cette nature, les retards n'ont d'autre effet que d'aborder la solution de plus difficile. Nous ne prétendons point par cette remarque pousser la Législature à des mesures violentes ou oppressives, mais simplement rappeler à l'esprit de nos représentans qu'ils peuvent devenir responsables de la perte certaine occasionnée par d'inutiles délais apportés à l'adoption de tels salutaires. En effet, à mesure que l'Etat ne veuille se laisser glisser dans l'abîme de la répudiation, il faut qu'il se décide à combler tous les déficits qui viendraient à se présenter dans l'actif des banques territoriales, et les membres de la Législature auraient à répondre du défaut extraordinaire que pourrait produire tout retard dans l'adoption en temps utile, de lois pour la réalisation de cet actif.

Une marche ferme et décidée en cette occurrence fera le plus grand honneur à la Législature et au peuple. La part que nos législateurs prendraient à cette difficile liquidation, serait véritablement le triomphe de la probité sur l'intérêt privé; de la bonne foi, du patriotisme et du respect des principes de l'équité et de la morale sur toutes les considérations de l'égoïsme; ce serait une gloire pour l'Etat. Cette pensée sans doute, nous en sommes convaincus, une grande influence sur l'esprit de nos législateurs; elle leur inspirera l'indébranlable résolution de marcher droit dans le sentier de l'équité et de garantir de toute souillure l'honneur louisianais. En agissant ainsi, ils donneront à leurs constituants un sujet de véritable satisfaction, et légueront à leurs enfans un noble héritage de probité dont ils auront le droit d'être fiers.

Affaire Elliott—Samedi, M. Winchester a présenté à la Chambre des Représentans, une série de résolutions ordonnant la nomination d'un comité spécial chargé de rédiger des "articles d'impeachment" contre le juge Elliott. Ces résolutions ont été adoptées à une majorité de 31 voix contre 6. Les seuls votes donnés contre ces résolutions sont ceux de MM. Coffee, Kemp, McRae, Morgan, Selby et Wilson, tous locofocos; ou ou deux autres membres, et des plus influens, du même parti ont éludé la question en s'abstenant au moment du vote. Le comité nommé en vertu de ces résolutions se compose de MM. Hunt, Benjamin, Wadsworth, Phelps et Robertson.

Maintenant la responsabilité de l'affaire pèse tout entière sur le Sénat. Beaucoup de personnes pensent que le Sénat, étant en majorité locofoco, la question ne saurait être douteuse. Nous ne saurions partager cette opinion. Les questions que va soulever l'accusation portée contre le juge Elliott sont trop graves pour être dominées par l'esprit de parti. Le pays doit passer avant les partis, et nous avons une trop haute idée des membres du Sénat pour douter un moment de leur impartialité sur un tel sujet.

La malle aux journaux a manqué hier au delà de la Mobile. C'est la troisième fois en trois jours.

Testament de feu juge Porter—On lit dans le *Franklin* (Attakapas) *Banner*:

"C'est avec bien des journaux de diverses versions sur la manière dont l'or-juge Porter a disposé de ses propriétés, nous croyons convenable de dire que M. James Porter, son frère, est son héritier. C'est à lui qu'il a légué tous ses biens, meubles et immeubles, sauf quarante mille piastres données à d'autres parens, cinq cents piastres chacun à cinq enfans naturels qu'il a donné son nom, et quinze livres sterling par an en à pauvres de sa paroisse natale pendant vingt ans.

"Sa riche collection de livres de droit et une grande quantité de documens américains (*American State Papers*) sont légués à l'Etat de la Louisiane pour être déposés à la bibliothèque d'Etat.

THEATRE D'ORLEANS.

Bénéfice de M. Colin.

Le Théâtre d'Orléans donne mardi une représentation au bénéfice de son digne contrôleur, M. Colin. Le public s'empressera certain ment de venir rendre un hommage qui, dans une carrière déjà longue, a su si bien se concilier l'affectueuse estime de tous ceux qui ont été en rapport avec lui. Sa courtoisie et son obligeance sont devenues proverbiales, et ce double mérite plaidera dans les coeurs que remplit M. Colin, a été assez vivement apprécié par tous les habitués du théâtre pour qu'elle soit aucune crainte de lui en tenir compte. M. Colin du reste n'a rien négligé pour, que son bénéfice présente un véritable intérêt; le Théâtre de Orléans les principaux étoiles et l'on ne se trompera point en disant que la troupe entière a été mise à contribution pour donner à la fête sur les différens qui sont appelés à y prendre part. Nous ne pouvons que souhaiter à M. Colin une salle remplie de tous ses amis.

RAPPORT OFFICIEL DU SENAT DE LA LOUISIANE.

JEUDI, 7 mars 1844.

M. Davidson, après diverses, introduit les résolutions relatives à la dette publique, qui ont été publiées.

Après que la législature de l'Etat de la Louisiane a appris aujourd'hui avec douleur la perte douloureuse que vient de faire l'Etat, par la mort de son premier magistrat, M. Polk, président élu des Etats-Unis, et le pays de toute la république,

Résolu, que la législature de l'Etat de la Louisiane déplore avec douleur la perte de ces citoyens distingués, et que les membres de cette chambre porteront le deuil pendant trente jours.

Résolu, que le gouverneur de cet Etat soit requis de faire publier ces résolutions dans les journaux de cette ville, et de les faire parvenir à la famille du défunt président.

M. Walker demande la suspension de la règle pour que ces résolutions soient immédiatement prises en considération.

Cette règle est suspendue.

M. Davidson propose d'ajourner la discussion du bill et de la motion à l'ordre du jour pour demain à onze heures, immédiatement après la lecture du jour-nal.

Après un court débat entre MM. Davidson, Morse et David, la motion est mise aux voix et adoptée.

Le président soumet au Sénat une communication du gouverneur transmettant des copies des résolutions adoptées récemment par la législature de la Virginie à propos de l'annexion du Texas.

M. Davidson demande qu'il soit passé un ordre pour tendre la rivière Pontchartrain au niveau du lac Pontchartrain.

M. Walker, qui s'est opposé à cette motion, propose de la remettre à demain.

M. Munson, ainsi qu'il en a le droit aux termes de la règle, propose d'ajourner la motion à lundi prochain.

M. Davidson demande que cette motion soit mise à l'ordre du jour pour demain.

M. Munson, ainsi qu'il en a le droit aux termes de la règle, propose d'ajourner la motion à lundi prochain.

Après un court débat entre MM. Davidson, Munson et Walker, la motion d'ajourner est mise aux voix et adoptée.

M. Walker propose que le sénat se forme en comité général pour prendre en considération le bill pour accorder le privilége d'une banque à Bâton-Rouge.

Cette motion est mise aux voix et adoptée.

Le sénat se forme en comité général pour prendre en considération le bill pour accorder le privilége d'une banque à Bâton-Rouge.

Après un court débat entre MM. Walker, Morse et David, le comité se lève et fait rapport qu'il a pris en considération le bill pour accorder le privilége d'une banque à Bâton-Rouge, et qu'il a fait quelques progrès dans cette affaire, mais qu'il demande à siéger de nouveau.

Le rapport est adopté.

M. Walker, qui a été nommé membre du comité, propose de remplir la vacance.

M. Davidson propose d'ajourner la discussion de cette motion à demain.

Après un court débat entre MM. Walker, Morse et David, cette motion est mise aux voix et adoptée.

M. Walker propose de remplir le vide par deux autres membres.

Cette motion est mise aux voix et adoptée.

M. Walker propose de remplir le vide par deux autres membres.

Cette motion est mise aux voix et adoptée